

AKTUELL

AVORTEMENT

Relents réactionnaires

Luc Caregari

La campagne « Si je veux » contre la nouvelle loi sur l'avortement a depuis longtemps du plomb dans l'aile. Cependant, un groupuscule réactionnaire remet un peu de piquant dans l'affaire.

On le savait depuis quelques semaines, lorsque les premiers indices d'une campagne réactionnaire contre la nouvelle loi sur l'avortement étaient publiés dans le journal satirique « Feiertrop ». A cette époque, cette initiative qui s'auto-présentait sur un ton plus que pathétique pouvait encore prêter à rire. Mais depuis cette semaine et une notice parue dans le quotidien libéral « Journal », les choses seraient devenues plus sérieuses. Selon le « Journal », les « défenseurs de la vie naissante » auraient inondé les boîtes e-mails des député-e-s avec un appel à ne pas voter cette loi, qui selon eux, serait un pas vers la perdition.

Mais lisez-vous même ce texte qu'on peut trouver non seulement dans les courriels des parlementaires mais aussi sur le site de l'organisation « Pax Cristiana Europea » : « (...) seule une interdiction des avortements - et pas une libéralisation - pourra empêcher que le sang d'enfants innocents soit répandu. En même temps que l'introduction de cette « Indication sociale », est aussi programmée l'organisation d'une consultation obligatoire. Cette consultation obligatoire n'entravera pas le massacre des enfants à naître ; elle n'est qu'un stratagème. (...) nous exigeons : En premier lieu : Aucune espèce d'« Indication » pour les avortements ! Et à terme : La totale interdiction de l'avortement ! Vous avez le choix : ou vous devenez le bourreau d'enfants à naître ou bien vous êtes leur protecteur. »

L'intéressant, c'est que ce groupe de pression semble s'attaquer à la même chose que les opposants à la loi de l'autre bord : l'indication so-

ciale qui sera obligatoire pour toutes les femmes désirant avorter. Pourtant, on peut être sûr que le « stratagème » précité n'est qu'un leurre, puisque de toute façon avec ces gens-là, on ne discute pas.

C'est pourquoi on prend ces nouvelles plutôt à la légère du côté du Cid-Femmes qui a coorganisé l'initiative « Si je veux », comme nous l'a indiqué Christa Brömmel du Cid-Femmes : « Nous ne pensons pas que nos député-e-s soient prêts à se laisser bernier par une telle initiative ». Ce qui paraît tout à fait plausible, si on considère l'énorme pression que les député-e-s avaient à subir avant le vote sur la loi contre l'euthanasie.

Mais il y a aussi un troisième groupe qui vient d'entrer dans la discussion : l'« Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand » (ORK). Dans un texte avisant le projet de loi déposé par François Biltgen, l'ORK - qui dit ne parler qu'au nom des enceintes mineures - s'insurge contre l'idée que les mineures soient aus-

si visées par le pénal en cas d'interruption non conforme au règlement. Il estime que le problème des filles mineures enceintes devrait être traité dans un texte autonome ne relevant pas du pénal. S'il se dit d'accord avec la consultation obligatoire - en tout cas pour les mineures - il estime aussi que le texte devrait stipuler que la personne de confiance choisie par la fille en détresse ne soit pas le géniteur de l'enfant.

On le voit, la discussion sur la réforme du droit à l'avortement vient de reprendre un peu de souffle en pleine saison estivale. Coincé entre deux groupes de pression et critiqué par les acteurs du terrain, François Biltgen aura beaucoup de mal à faire passer la pilule et à faire adopter le texte tel quel. Peut-être qu'à la fin, la raison prendra enfin le dessus, puisque la situation de détresse des femmes souhaitant avorter au grand-duché reste toujours intolérable.



SHORT NEWS

Livange : Sport et biz' contre territoire

Deux questions parlementaires demandant des détails sur la sélection controversée du site de Livange ont été soumises par le député Eugène Berger, citoyen de la localité voisine, ancien secrétaire d'Etat à l'environnement et, depuis qu'il s'est retrouvé dans l'opposition, combattant valeureux de la cause écologique. Rappelons que le petit village à moins de dix kilomètres au sud de la capitale doit héberger le nouveau grand stade de football ainsi qu'un centre commercial destiné à rentabiliser le projet. En février 2009, quelques mois avant les élections, le ministre des sports Jeannot Krecké avait opportunément fait la promesse d'un grand stade, attendue avec impatience par toutes et tous les fans de foot. L'homme qui avait rendu possible cela est Flavio Becca, disposant des terrains nécessaires, et connu pour être le parrain du F91 Dudelange. Accessoirement, Becca est aussi un des plus importants acteurs du secteur de la construction et de l'immobilier, et comme par hasard, Jeannot Krecké est aussi ministre de l'économie depuis 2004.

La manière douteuse dont ce projet a été monté constitue d'ailleurs un des points soulevés par Berger. Dans sa réponse, le ministre du développement durable Claude Wiseler confirme le choix fait par le gouvernement précédent et indique que prochainement sera présenté un masterplan comprenant un certain nombre d'études et d'analyses sur l'opportunité du projet. Onze sites alternatifs auraient été envisagés, parmi lesquels le fameux Haebicht, mais Livange serait « le seul compatible avec la plupart des critères... ». Et le ministre de rajouter « à l'exception de celui relatif à la centralité du site ».

S'il est vrai que le site choisi présente certains avantages du point de vue de l'aménagement du territoire, tels que son accessibilité en train comme en voiture, les critiques comme le Mouvement écologique considèrent que le critère de la centralité est essentiel : la planification IVL demande de réaliser ce type de projet dans les centres régionaux - dont Livange ne fait évidemment pas partie. Par ailleurs, l'ONG constate l'incompatibilité du choix du site avec les plans sectoriels des zones d'activités et de protection des paysages. Or, dans sa réponse, le ministre mentionne bien les plans sectoriels primaires parmi les critères de sélection, mais ne semble pas voir d'incompatibilité - attitude qui sape un peu plus la crédibilité de ces mêmes plans.

Peine perdue

Comme nous l'écrivions dans notre édition d'il y a deux semaines, la « scoop sàrl » appartenant à Jean Nicolas est bien en faillite. Pourtant, l'espoir de voir disparaître des kiosques les bombes puantes que nous balance ce prétendu journaliste depuis quelques années ne s'est pas réalisé. Et pour cause, comme une autre source nous l'a confirmé récemment, la « scoop sàrl », n'avait aucun lien avec les publications papier des éditions de Nicolas, mais s'occupait entièrement de l'émission de ce dernier sur la chaîne dok.tv. Ces émissions ayant disparues après un conflit avec la direction de la chaîne, il n'y avait aucune raison pour Nicolas de continuer « scoop ». Mais l'espoir, c'est bien connu, meurt en dernier.

Fini le bling-bling

Enfin une bonne idée pour faire des économies dans le monde de la culture. Un communiqué de presse signé par la présidente de l'association « Festival de Cinéma - Ville de Luxembourg », Colette Flesch, annonce que le festival « Director's Cut », n'aura pas lieu en automne 2010 pour des raisons budgétaires et qu'une édition revue et corrigée « plus proche des réalités socioculturelle, économique, pédagogique et professionnelle du pays et de la Grande Région » - moins bling-bling en d'autres mots - aura lieu en mars 2011. Pour un festival dont l'impact sur le paysage culturel local était quasiment nul, c'est tout de même une bonne nouvelle. Vive la crise !